

UDALBILTZA[®]

DÉCLARATIONS INSTITUTIONNELLES 2007



EUSKAL HERRIKO UDAL ETA UDAL HAUTETSIEIEN BILTZARRA

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE FACE À L'ATTENTAT DE L'ETA

Le 5 janvier 2007

CE N'EST PAS LE CHEMIN À SUIVRE ! LAISSE LE PAYS-BASQUE EN PAIX !

Alors qu'elle devait être l'année qui marquerait notre histoire, avant de finir son cours, 2006, nous a laissé un évènement lamentable. Mais, depuis d'UDALBILTZA[®] nous continuerons à avancer sur le chemin de la paix. Ce moment critique ne va pas changer notre attitude pour construire la paix et pour la normalisation politique d'Euskal Herria.

C'est pourquoi, face à cette situation critique pour continuer sur le chemin difficile de la paix, nous insistons sur l'engagement ferme pris par la société basque et ses élus en faveur de la paix et sa position claire et nette contre la violence.

Aujourd'hui, les membres d'UADALBILTZA[®], nous proclamons plus fort et plus haut que jamais, les principes suivants :

1.- DROIT DE DÉCIDER. SOUVERAINETÉ. Les membres d'UDALBILTZA[®], nous défendons le droit de décider de la citoyenneté basque face à tous ceux qui veulent nous enlever ce droit.

2.-DÉMOCRATIE. Le fait de respecter la parole d'Euskal Herria, signifie respecter la parole et la décision de ses représentants politiques face à tous ceux qui cherchent à les faire taire.

3.-RESPECT ENVERS LES DROITS DE L'HOMME. Pour notre peuple la défense des droits démocratiques s'appuie sur le respect des droits de tous les citoyens. Par conséquent, à celui qui ne respecte pas les droits de l'homme, comme l'ETA, nous lui exigeons de ne plus utiliser le nom d'Euskal Herria, puisque nous, les élu/es municipaux basques, nous nous opposons à ce que l'on viole les droits de l'homme en notre nom.

Ceux qui, en tant qu'élus, nous représentons la parole et la volonté d'Euskal Herria, nous demandons à toute la classe politique et à toute la société basque de proclamer ensemble ces principes basiques pour démontrer leur maturité.

Tous les agents sociaux et politiques unis, courageusement, nous disons à l'ETA : CE N'EST PAS LE CHEMIN À SUIVRE ! LAISSE LE PAYS-BASQUE EN PAIX !

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA®

Iruña, le 5 janvier 2007

EN DÉFENSE DE NOS INSTITUTIONS

25 janvier 2007

En réponse à la procédure judiciaire ouverte contre le Lehendakari après s'être réuni avec des dirigeants de Batasuna, L'Assemblée des élus municipaux basques UDALBILTZA[®], tient à manifester ce qui suit :

1. Que le dialogue est l'instrument fondamental pour parvenir à l'obtention démocratique de la paix et de la normalisation politique.
2. Que la mise en cause du Lehendakari, le plus haut représentant institutionnel du Pays-Basque, pour avoir dialogué, suppose une grave ingérence du pouvoir judiciaire dans le domaine de la politique démocratique, et criminalise son action politique, action pour laquelle il a été élu démocratiquement.

C'est, par conséquent, une attaque contre la voie démocratique par excellence pour la solution des conflits, le dialogue, une attaque à nos institutions, et donc, une attaque à l'ensemble de la société basque.

3. Notre soutien le plus énergique pour le Lehendakari, en exigeant que la procédure pénale ouverte contre tous les citoyens qu'il représente soit classée.

Pour tout cela, nous lançons un appel à tous les élus municipaux basques et aux citoyens basques en général, afin qu'ils répondent à la convocation de manifestation de lundi prochain, le 29, à Bilbao, avec pour devise « En défense de nos institutions » et d'appuyer également, toutes les initiatives promues à cette même fin, comme le ramassage de signatures et la présentation de motions dans les différentes institutions.

LE PRÉSIDENT D'UDALBILTZA[®]
Julian EIZMENDI ZINKUNEGI

LE VICE- PRÉSIDENT D'UDALBILTZA[®]
Jesús M^a Agirrezabala

À Azpeitia, le 25 janvier 2007

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE FACE À LA FIN DU CESSEZ-LE-FEU

Le 5 juin 2007

UN PAS EN ARRIÈRE

La fin du cessez-le-feu annoncée par l'ETA nous renvoie au sombre passé et nous fait revenir en arrière. Elle nous renvoie au passé de la peur et de la menace. Elle nous fait reculer dans tout ce qui est relatif à la paix, à la démocratie, à la normalisation et nous laisse, à tous les basques, un sentiment d'impuissance et d'amertume.

Dans cette situation, nous devons revendiquer, encore plus fort, le droit de ce peuple à décider de son futur en paix et en liberté et de dire que l'ETA est le principal obstacle sur cette voie.

Les principales conséquences de cette rupture du cessez-le-feu, sont les suivantes:

1. Renoncer à la trajectoire présentée par Batasuna à Anoeta, renoncer par conséquent aux voies politiques.
2. La fin du processus de paix et de normalisation politique, par décision expresse de l'ETA et le retour de la peur et de la violence à notre pays.

Dans ce contexte, UDALBILTZA[®] défend le droit de vivre en paix et de décider ce que veut le peuple basque, et elle le défendra à l'avenir comme dans le passé. Les citoyens basques ont le droit d'évoluer en paix, en démocratie et en liberté et les élus d'UDALBILTZA[®] nous travaillerons pour que ce soit une réalité.

L'ETA s'est à nouveau placée en face de la société basque en revendiquant la violence et la négation du processus de paix, en plus de s'arroger la représentation d' 'Euskal Herria, une représentation que personne ne lui a donnée et qui est reniée par l'immense majorité.

Par conséquent, à la différence de l'ETA, les élus d'UDALBILTZA® nous travaillerons pour une solution basée sur les principes suivants : la fin de la violence, la disparition définitive de l'ETA et sur un accord entre les agents politiques résultat d'un processus de dialogue et de résolution.

Nous allons poursuivre ce chemin.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA®

À Euskal Herria, le 5 juin 2007

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE FACE À L'ATTENTAT DE DURANGO

24 août 2007

ELLE N'EST PAS AUX CÔTÉS DE LA SOCIÉTÉ BASQUE

Aujourd'hui, 24 août 2007, face à l'attentat de Durango, et une fois de plus, nous devons revendiquer le droit de ce peuple à décider de son futur en paix et en liberté, et souligner que l'ETA est le principal obstacle pour y parvenir.

Devant ce fait, les élus d'UDALBILTZA[®] nous voulons exprimer et manifester ce qui suit :

1. Notre solidarité avec les blessés et les personnes affectées.
2. Que le dialogue, l'accord et le référendum des citoyens sont le chemin pour l'obtention de la normalisation politique, l'ETA étant le principal obstacle pour avancer sur cette voie.
3. Que, par conséquent, une fois de plus, tous les partis et toutes les forces politiques et la société en général, nous devons exiger à l'ETA de laisser les armes et la violence une fois pour toutes.

L'ETA s'est à nouveau placée, en face de la société basque, au moyen de la violence. Dans ce contexte, UDALBILTZA[®] défend le droit de vivre en paix et de décider ce que veut le peuple basque, et elle le défendra à l'avenir comme dans le passé. Les citoyens basques ont le droit d'évoluer en paix, en démocratie et en liberté.

Nous insistons sur le ferme engagement de la société basque et de ses élus en faveur de la paix et sa ferme position contre la violence.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 24 août 2007

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE FACE À L'ACCUSATION D'ÉLUS DE L'ASSEMBLÉE DE LA GAUCHE ABERTZALE

Le 14 septembre 2007

EN LIMITANT LA LIBERTÉ

Face à la demande de prison faite par le Parquet de la Audiencia Nacional pour les accusés élus de l'Assemblée de la Gauche Abertzale.

UDALBILTZA[®] veut affirmer, une fois de plus, qu'elle se positionne fermement contre les attaques à la liberté idéologique, contre les agressions au pluralisme politique, et contre toute limitation à la défense et à la diffusion de projets politiques, à condition qu'ils soient faits à partir de la démocratie et non pas de l'imposition.

La normalisation politique, tant souhaitée, viendra forcément de la main du dialogue, de la négociation, de l'effort de tous et de l'accord entre les différences, en sachant que les dynamiques de persécution politique sont un obstacle pour son obtention, ainsi que le sont, toute violation des droits de l'homme et le fait de persister dans la violence.

En dernier lieu, nous rappelons notre ferme engagement, en faveur de la paix et de la normalisation politique.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 14 septembre 2007

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE FACE À L'ATTENTAT DE L'ETA À BILBAO

Le 9 octobre 2007

INADMISSIBLE

L'attentat perpétré aujourd'hui par l'ETA à Bilbao est inadmissible. À travers cette action violente, l'organisation armée retombe dans la même erreur et fait à nouveau souffrir ce peuple.

UDALBILTZA[®] dénonce le brutal attentat et exprime sa plus sincère solidarité au blessé grave, Gabriel Ginés, à sa famille et au Conseiller du PSE de Galdakao, Juan Carlos Domingo.

La normalisation politique du pays Basque viendra nécessairement de la main du dialogue, de la négociation, de l'effort et de l'accord de toutes les sensibilités. Les arrestations et les attentats ne font que garantir la violation des droits de l'homme et la persistance de la violence.

Depuis UDALBILTZA[®], nous rappelons notre ferme engagement en faveur de la normalisation politique basée sur le dialogue et sans aucun genre de violence.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 9 octobre 2007

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE: CONTRE LE JUGEMENT DES POLITICIENS

Le 31 octobre 2007

CONTRE LE JUGEMENT

UDALBILTZA[®] voit injuste le décret de l'ouverture de la procédure orale de la part du TSJPV contre le Lehendakari Juan José Ibarretxe, les dirigeants socialistes basques, Patxi López et Rodolfo Ares, et les membres de Batasuna Arnaldo Otegi, Rufi Etxeberria, Juan José Petrikorena, Pernando Barrena et Olatz Dañobeitia.

Le juge est allé directement contre l'instrument fondamental de la voie démocratique. Le dialogue politique. L'ouverture de la procédure et la demande de délit sont une attaque grave à nos institutions, et une attaque à l'ensemble de toute la société basque.

C'est une grave erreur que le pouvoir judiciaire se mêle de façon inappropriée dans le domaine de la politique démocratique pour la solution du conflit, en criminalisant l'action politique des politiciens et du Lehendakari même, alors qu'ils ont été élus démocratiquement pour remplir la fonction qu'ils exercent. Et tout ceci, juste au moment où le Lehendakari Juan Jose Ibarretxe est le plus haut représentant institutionnel.

Depuis UDALBILTZA[®], nous rappelons notre ferme engagement en faveur de la normalisation politique basée sur le dialogue pacifique.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 31 octobre 2007

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE: CONTRE L'ATTENTAT DE L'ETA À CAPBRETON

Le 4 décembre 2007

Face à l'attentat commis par l'ETA le 1er décembre à Capbreton, et après avoir exprimé notre solidarité aux parents des victimes; depuis UDALBILTZA[®] nous manifestons, une fois de plus, ce qui suit :

1. La vie est le droit de l'homme le plus important.
2. Le respect de ce droit est indispensable pour la cohabitation. L'attentat de samedi viole l'exercice de ce droit et méprise la volonté de la plupart des citoyens qui ont demandé à plusieurs reprises de vivre en paix.
3. La violence et la politique sont incompatibles. La violence est le plus grand obstacle pour parvenir à la paix et à la normalisation politique.

Toute la société, tous les élus et tous les partis politiques nous rejetons l'ETA. Nous exigeons à l'ETA d'abandonner les armes une fois pour toutes.

Ceci dit, depuis UDALBILTZA[®] nous voulons dénoncer les arrestations des mis en cause dans la procédure 18/98 ordonnés par la Audiencia Nacional. Cette procédure a été, depuis le début, un jugement politique visant à démontrer le principe que « Tout est l'ETA ». L'Audiencia Nacional, à travers ces arrestations infondées, ne fait qu'aggraver le conflit qui existe.

Ce peuple a le droit de décider de son futur. On parviendra au cadre juridique et politique qui implique ce droit grâce à l'effort de tous et à travers le dialogue basé sur le respect mutuel. Par conséquent, en ce moment critique, les élus d'Euskal Herria, nous condamnons la violence et nous travaillons pour obtenir nos objectifs au moyen des principes mentionnés.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 4 décembre 2007

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE: PROCÉDURE 18/98

Le 20 décembre 2007

18/98

En réponse au jugement prononcé par la *Audiencia Nacional* et l'arrestation des accusés dans le cadre de la procédure 18/98, depuis

- 1- Ce macro-procès confirme un cas grave de politisation de la justice. D'après nous, ceci nous montre la relation qu'il y a, dans l'État espagnol, entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Cette opinion est partagée par des observateurs et des juristes européens.
- 2- Dans des communiqués précédents nous avons dénoncé que ce processus partait déjà de la prémisse que « tout était l'ETA » et ensuite on a essayé de démontrer que ceci était vrai.
- 3- L'action de la *Audiencia Nacional* aggrave la situation du conflit qui existe, et provoquent un grand pas en arrière dans la recherche de la normalisation et la pacification d'Euskal Herria.

L'Euskal Herria a le droit de décider de son propre futur, nous devons accorder un cadre juridique politique qui le permette, et ceci ne sera possible qu'à travers le dialogue basé sur le respect mutuel et sans exclusions, par des voies uniquement et exclusivement pacifiques.

Par conséquent, UDALBILTZA® ira à l'acte convoqué par la Plateforme18/98+, pour exprimer sa solidarité aux personnes condamnées et pour revendiquer un système judiciaire indépendant.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA®

À Euskal Herria, le 20 décembre 2007